

Commission : Sommet UA-UE

Problématique : Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine : "Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?"

Auteur : Royaume du Maroc

Le Maroc est un pays bordé par la Méditerranée et proche des pays européens, il partage donc des intérêts communs avec ses pays voisins européens, au niveau social, politique, économique et environnemental. Mais c'est également un des membres fondateurs de l'Union Africaine, fondée en 2002 à Durban, en Afrique du Sud. Le Royaume du Maroc est donc un pays clé en ce qui concerne les relations entre l'Union Européenne et l'Union Africaine. Le Maroc est une monarchie constitutionnelle actuellement gouvernée par un gouvernement libéral, à la suite de l'élection de l'actuel premier ministre Aziz Akhannouch, le 7 octobre 2021. Le nouveau gouvernement prévoit de redynamiser l'économie nationale, affaiblie à cause de la crise sanitaire, en investissant dans le tourisme ainsi que dans l'exportation de produits nationaux, donc en resserrant ses liens avec ses partenaires africains et européens.

Le royaume du Maroc et l'Union Européenne ont toujours eu des relations étroites, et ce depuis 1969, avec la signature d'un accord commercial. C'est donc un des tous premiers pays africains à avoir entretenu des relations avec cette instance européenne. Le roi Hassan II a même déposé la candidature du Maroc pour entrer dans la Communauté Économique Européenne, en 1984. Le Maroc a donc toujours souhaité collaborer avec l'Union Européenne, et le gouvernement Akhannouch souhaite continuer dans cette lancée. Le premier ministre considère ainsi que pour relancer l'économie nationale, il est primordial de faire appel à l'Union Européenne, pour pouvoir coopérer afin de (re)nouer de nouveaux liens, pour contribuer à une stabilité économique, sociale et environnementale commune, afin de trouver des solutions communes aux problèmes auxquels font face l'Europe et le Maroc.

Dans un premier temps, au niveau politique, le premier ministre prévoit de lutter contre les disparités dans le sol marocain en s'engageant à la protection sociale des Marocains les plus défavorisés, notamment en renforçant l'éducation. De plus, le Maroc étant un pays démocratique s'est toujours engagé à combattre contre la corruption, et le premier ministre Akhannouch souhaite faire de même. Ce n'est cependant pas le principal défi à relever pour le gouvernement marocain. Enfin, pour maintenir la paix dans sa région, le gouvernement marocain a progressé vers un maintien de l'ordre et la protection des habitants de la région du Sahara occidental, en mettant en place un plan d'autonomie spécial, soutenu par une grande partie des pays membres de l'Union Européenne, dont l'Espagne, principal pays réticent, depuis le 7 avril 2022.

Ensuite, sur le plan économique, Le Maroc entretient un partenariat solide avec l'Union Européenne, étant le premier partenaire économique africain de celle-ci, mais également car déjà en 2019, un plan d'investissement de 389 millions d'euros a été signé, notamment pour financer un renforcement du contrôle des frontières. Cette coopération a été réitérée avec le nouveau gouvernement, puisqu'après la visite de la présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen, en février 2022, un nouveau plan d'investissement de plus de 1,6 milliards d'euros entre 2022 et 2027, dans le cadre du projet de l'UE mondial, le « Global Gateway ». Ceci permettra de financer les projets du gouvernement Akhannouch, dont le programme « Awrach », qui stimulera l'économie et la croissance nationale en créant 250 000 emplois entre 2022 et 2023. Le premier ministre Akhannouch souhaite également resserrer les liens avec l'Union Européenne pour stimuler le tourisme au Maroc, fer de lance de l'économie nationale. Finalement, afin de relancer l'économie, le gouvernement marocain estime qu'il est important de favoriser la mise en avant et l'exportation de produits nationaux envers ses partenaires économiques

Enfin, au niveau social, le Maroc a mis en place le programme « Éducation et culture », afin de permettre l'intégration des migrants, en favorisant leur éducation, et en octroyant une attention spéciale aux jeunes migrants, pour mieux les intégrer dans la société marocaine. Le Maroc œuvre aussi pour une meilleure gestion de l'immigration internationale - étant un point de passage des migrants vers l'Europe - avec le soutien de ses partenaires africains et

européens, si ceux-ci respectent la souveraineté nationale marocaine, comme l'a fait l'Espagne. Au niveau environnemental, le Maroc s'engage depuis plusieurs années à participer à un développement durable, en étant un des premiers pays à signer l'accord lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Il est prévu d'atteindre 52% d'électricité générée avec des énergies renouvelables d'ici 2030. Par ailleurs, le roi Mohammed VI a signé le « PNAEI » (programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation) qui permettra d'assurer l'accès à l'eau potable pour l'ensemble de la population marocaine, mais aussi un approvisionnement durable.

Le Royaume du Maroc est donc un pays fortement lié à l'Union Européenne, et fera de son mieux pour arriver à une entente et collaboration entre l'Union Africaine et l'Union Européenne, afin de servir les intérêts de ses citoyens, mais aussi des populations des pays européens et africains, pour face aux défis - sociaux, politiques, économiques et environnementaux - communs que l'Afrique et l'Europe doivent affronter du même pas.